

Autonomie protéique

Une journée sur la qualité des sols

La première journée technique du GIEE Valcausse « Autonomie protéique » s'est déroulée le 1er avril sur la région de Martel en présence des techniciens de la Chambre d'agriculture, des agriculteurs et d'étudiants.

Le GIEE « Autonomie protéique », porté par le Coopérative Valcausse et animé par la Chambre d'agriculture, travaille sur la thématique des méteils grain, c'est-à-dire des cultures associées destinées à la moisson. Il est composé de douze exploitations, pour la plupart situées dans la partie nord du département, principalement des éleveurs de ruminants, mais aussi d'un éleveur de porcs. Certains adhérents ont déjà une belle expérience de cette culture, et sont convaincus du rôle qu'elle joue dans leur assolement, pour améliorer leur autonomie alimentaire mais aussi dans un objectif de moindre recours aux intrants. D'autres introduisent ces méteils grain pour la première année, et ont besoin de repères pour trouver les mélanges qui leur conviendront. En effet, selon les types de sols, la fertilisation, le précédent, les espèces implantées, leur densité et leur proportion, les résultats pourront être très différents et plus ou moins probants.

Accompagnement technique

Pour ceux-là, un accompagnement technique de la Chambre d'Agriculture et des différents partenaires,

Arvalis, SPFR, seront très utiles. Une fiche technique sur cette culture spécifique est déjà disponible et en accès libre sur le site de la Chambre d'Agriculture du Lot. Une formation a également été proposée par la Chambre d'agriculture le 10 janvier 2025, animée par Régis Hélias, ingénieur régional chez Arvalis. François Labrunie, conseiller en transitions agricoles à la Chambre et animateur du groupe, s'emploie à créer du lien entre les agriculteurs et à répondre à leurs interrogations, épaulé par Fabien-Bouchet-Lannat, chargé de mission agronomie. Les premiers enseignements seront tirés ce printemps lors du développement des cultures, puis au moment des récoltes cet été. Le thème de travail de ce groupe est donc bien la culture des méteils grains. Cependant, pour la première journée technique organisée par la Chambre d'Agriculture, il a été choisi d'aborder le thème de la santé des sols, critère majeur de la réussite de ces cultures. Sols et cultures associées, le lien reste très étroit ! Mais qu'entend-on par santé des sols ? Par la méthode du profil 3D (voir photo), on observe l'état de l'horizon de travail et des horizons

naturels : porosité-compaction, hydromorphie éventuelle, enracinement, galeries des vers de terre, connexion entre autres horizons, texture, couleurs, types et nombre de vers de terre notamment.

Expertise régionale

Pour l'occasion, Pierre Malié, de la Chambre Régionale d'Occitanie, pédologue de formation, expert sols et agronomie, est une nouvelle fois intervenu dans notre département, accompagné de nos conseillers Chambre Fabien-Bouchet-Lannat, François Labrunie, Victor Courbon (conseiller agro-environnement) et Roseline Teillard (conseillère arboriculture). Les sols de deux exploitations adhérentes du GIEE ont été diagnostiqués :

- Parcelles du GAEC de Negelle (Cuzance). Approche agronomique : techniques culturales simplifiées (non-labour), présence systématique de prairies temporaires dans les rotations, non utilisation de produits phytosanitaires.
- Parcelles du GAEC Le Garrit (Mayrac). Approche agronomique : agriculture de conservation des sols, omniprésence de couverts végétaux, semis direct.



Une journée terrain très appréciée par les participants

Ces deux cas types ont permis aux personnes présentes de se rendre compte qu'avec des choix et des orientations différentes, il était possible de préserver ses sols et leurs fonctions physiques, biologiques et chimiques. Des pistes de leviers de progression ont à chaque fois été mentionnées, et les échanges riches et constructifs. Principalement adressée aux adhérents du GIEE, cette journée s'est voulue éclectique et ouverte à tous les agriculteurs. L'exploitation agricole du lycée de la Vinadie, adhérente au groupe, ce GIEE intégrant un volet pédagogique, une classe de BTSA ACSE du

lycée a pu participer à la journée. Les élèves se sont montrés aussi intéressés que les agriculteurs !

Pour plus de renseignements sur ce GIEE Valcausse « Autonomie protéique » et les cultures associées, vous pouvez contacter :

- François LABRUNIE
06 79 13 60 60
f.labrunie@lot.chambagri.fr
- Fabien BOUCHET-LANNAT
06 30 60 16 22
f.bouchetlannat@lot.chambagri.fr

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation
Département du Lot
Chambre d'Agriculture du Lot

81^e AG de la FNPL

Les éleveurs inquiets de la situation sanitaire

La Fédération nationale des producteurs de lait (FNPL) a tenu sa 81^e assemblée générale à Paris. L'occasion pour ses dirigeants de faire le point sur l'état sanitaire de leurs troupeaux et de prévenir les possibles crises à venir.

« Face aux menaces, anticiper et agir pour ne pas subir ». Tel était le titre de la table-ronde qui a précédé les traditionnels discours de clôture de l'assemblée générale et dont il ressort que l'ensemble de la filière est mobilisé pour lutter contre les maladies vectorielles qui touchent une grande partie des cheptels français. Entre le 5 août 2024 et le 10 avril 2025, 10 695 foyers de fièvre catarrhale ovine de sérotype 3 (FCO 3) ont été recensés dans 62 départements. Sur la même période, 16 873 foyers ont été recensés en FCO-8 dans 73 départements. Quant aux cas de maladie hémorragique épidémiologique (MHE) pas moins de 3 873 foyers de (MHE) ont été certifiés en France dans 34 départements entre le 1^{er} juin 2024 et le 10 avril 2025. La FCO-1 frappe aux portes. Elle est en Espagne et le ministère a commandé des vaccins pour former un cordon sanitaire dans huit départements du Sud de la France, des Landes aux Pyrénées-Orientales.

France souveraine

La situation inquiète les éleveurs qui perdent des animaux et voient

leurs productions baisser. « J'ai perdu des vaches, et j'ai dû euthanasier des veaux qui sont nés aveugles », a témoigné Ludivine Fauchoit, éleveuse laitière dans le Nord, dont le troupeau a été touché par la FCO-3. Si la vaccination a été profitable, elle est cependant arrivée trop tard dans les fermes, a-t-elle regretté. Les délais entre la survenance d'une maladie vectorielle et la mise au point d'un vaccin sont-ils compressibles ? « Difficilement », a concédé Pierre Aubert, responsable du Service des actions sanitaires au ministère de l'Agriculture, expliquant que la mise au point d'un vaccin, la vérification de son efficacité et son autorisation de mise sur le marché prennent du temps.

« Regardez ce qui s'est passé pour la grippe aviaire. Il faut au moins un an pour concevoir un vaccin, quand il existe ». Même si la France est souveraine dans le domaine vaccinal (34 % des laboratoires européens sont en France), la production peine à fournir face à une demande de plus en plus croissante. En effet, à la faveur du changement climatique, de nouvelles souches apparaissent, pas seulement en France et en Europe,

les laboratoires peinent à répondre aux nombreuses commandes. « Nous sommes dans une année de transition et nous espérons sortir de ce borborygme », a-t-il affirmé. C'est ce qui explique que le lancement des Assises du sanitaire animal fin janvier pour permettre une meilleure organisation entre les différents acteurs. L'une des solutions proposées par les membres de la FNPL pourrait être « une formation d'éleveur infirmier » ou encore de revenir à des campagnes de démoustication plus efficaces car ce sont les mouches piqueuses qui transmettent ces maladies. « Mais les écolos l'interdisent », regrette un éleveur.

Sécurité et visibilité

Reste le volet financement : « L'Etat ne doit pas se désolidariser du financement de la vaccination », a averti Christophe Chambon, président du Fonds national agricole de mutualisation du risque sanitaire et environnemental (FMSE) qui suggère d'élargir les attributions de son institution à la prévention « car on a mal vécu la non-disponibilité des vaccins », a-t-il souligné. Mais il reconnaît qu'aller « chercher les enveloppes financières chaque année, ça devient de plus en plus compliqué ». Ce qui explique aussi qu'en bout de chaîne « ça coince » : « On est sur liste d'attente pour la FCO-8 et la FCO-4. Après la mise à l'herbe, ce sera trop



tard », a complété Ludivine Fauchoit. « Nous faisons tout pour éviter les ruptures critiques », a insisté Jean-Luc Hunault, président du Syndicat de l'industrie du médicament et diagnostic vétérinaires (SIMV). A ce jour, il existe cinq ruptures sur 3 000 spécialités « mais il faut compter sur les nouvelles souches émergentes », a-t-il précisé. Comme l'ont précisé Quentin Le Guillous, secrétaire général des Jeunes Agriculteurs et Yann Barbe, président de la FNPL, « les éleveurs ont besoin de sécurité et de visibilité ». Ce qui passe par de nombreux facteurs comme la préservation sanitaire des troupeaux ; une vision stratégique laitière en France, qu'elle vienne des entreprises privées

ou des coopératives ; mais aussi des négociations commerciales transparentes et des réglementations claires qui permettent non seulement de développer la production mais aussi d'attirer de futurs éleveurs. « Il nous faut reconquérir le milliard de litres de lait perdus », a martelé Yann Barbe qui veut augmenter le seuil des ICPE. « Il faut lever cette épée de Damoclès » a-t-il lancé à la ministre Annie Genevard qui entend convaincre, sur ce sujet, sa collègue de la Transition écologique, Agnès Pannier-Runacher. « Car les éleveurs, c'est dans mon périmètre », a-t-elle assuré.